

Table des matières

Sommaire.....	3
Liste des abréviations	5
INTRODUCTION	7
1. La définition du droit administratif	8
2. La spécificité du droit administratif.....	10
3. Le caractère jurisprudentiel du droit administratif	12
4. Plan de l'ouvrage	14
CHAPITRE 1 LE SERVICE PUBLIC	17
Section 1 : La notion de service public	18
1. Définition générale.....	18
1.1. <i>Le critère de l'intérêt général</i>	20
1.2. <i>Le critère du lien de l'activité avec une personne publique</i>	22
2. La typologie des services publics	24
2.1. <i>Les SPA et les SPIC</i>	24
2.2. <i>Les services marchands et non marchands</i>	26
Section 2 : Le régime général des services publics	28
1. La création et la suppression des services publics.....	28
1.1. <i>Les autorités compétentes</i>	28
1.2. <i>Les règles applicables</i>	30
2. Les lois du service public.....	32
2.1. <i>Le principe de continuité</i>	32
2.2. <i>Le principe de mutabilité</i>	34
2.3. <i>Le principe d'égalité</i>	36
2.3.1. <i>Notion</i>	36
2.3.2. <i>Applications</i>	38
2.4. <i>Autres principes</i>	40
2.4.1. <i>Absence de principe général de gratuité des services publics</i>	40
2.4.2. <i>Les principes de l'Union européenne applicables au service public</i>	40
Section 3 : Les régimes spécifiques des services publics	42
1. Les conséquences de la distinction SPA/SPIC.....	42
1.1. <i>La distinction entre EPA et EPIC</i>	42
1.2. <i>Le régime des SPA</i>	44
1.3. <i>Le régime des SPIC</i>	46
2. Les conséquences de la distinction services marchands/non marchands.....	48
Section 4 : La gestion du service public.....	50
1. La gestion par les personnes publiques	50
1.1. <i>La régie</i>	50
1.2. <i>L'Établissement public</i>	52
1.3. <i>Les autres personnes publiques</i>	54

1.3.1. Les GIP	54
1.3.2. Les entreprises publiques.....	56
2. La gestion par les personnes privées	58
2.1. <i>La délégation contractuelle du service public.....</i>	58
2.2. <i>L'habilitation unilatérale du service public</i>	60
2.3. <i>La Société d'économie mixte</i>	62
2.4. <i>Les sociétés locales</i>	62
CHAPITRE 2 LA POLICE ADMINISTRATIVE	65
Section 1 : La notion de police administrative.....	66
1. La préservation de l'ordre public.....	66
1.1. <i>L'ordre public général.....</i>	68
1.1.1 « L'ordre matériel et extérieur ».....	68
1.1.2. L'ordre moral.....	70
1.2. <i>L'ordre public spécial.....</i>	72
2. Le caractère préventif de la police administrative	74
Section 2 : L'organisation de la police administrative	76
1. Les autorités de police.....	76
1.1. <i>Les autorités de police générale</i>	76
1.1.1. Au niveau national	76
1.1.2. Au niveau local	78
1.2. <i>Les autorités de police spéciale</i>	80
1.3. <i>L'intervention concurrente des autorités de police</i>	82
2. Les personnels de police	84
2.1. <i>Les personnels civils</i>	84
2.2. <i>Les personnels militaires.....</i>	84
Section 3 : La légalité des mesures de police.....	86
1. La nécessité d'utiliser le pouvoir de police.....	86
1.1. <i>L'obligation d'utiliser le pouvoir de police</i>	86
1.2. <i>La décision d'utiliser le pouvoir de police</i>	88
1.2.1. La légalité interne de l'utilisation du pouvoir de police.....	88
1.2.2. La légalité externe de l'utilisation du pouvoir de police.....	90
2. L'évaluation de la mesure de police.....	92
2.1. <i>Le choix de la mesure de police</i>	92
2.1.1. Le caractère unilatéral et gratuit de toute mesure de police.....	92
2.1.2. La typologie des mesures de police	94
2.2. <i>Le contrôle de proportionnalité de la mesure de police.....</i>	96
CHAPITRE 3 LES ACTES ADMINISTRATIFS UNILATERAUX	99
Section 1 : La notion d'acte administratif unilatéral.....	100
1. Le caractère administratif d'un acte unilatéral	100
1.1. <i>Les actes administratifs des personnes publiques</i>	100
1.1.1. Les actes de gestion publique et les actes de gestion privée.....	100
1.1.2. Les actes rattachés à la fonction administrative	102
1.2. <i>Les actes administratifs des personnes privées.....</i>	104

1.2.1. Les actes rattachés à une activité de SPA	104
1.2.2. Les actes rattachés à une activité de SPIC	104
2. La typologie des actes administratifs	106
2.1. Les actes décisaires et les actes non décisaires.....	106
2.1.1. Les mesures antérieures ou postérieures à une décision	106
2.1.2. Les mesures internes à l'administration	108
2.1.2.1. Les circulaires	108
2.1.2.2. Les lignes directrices	110
2.1.2.3. Les mesures d'ordre intérieur	112
2.2. Les catégories d'actes administratifs décisaires	114
2.2.1. Les actes individuels.....	114
2.2.2. Les actes réglementaires.....	114
2.2.3. Les décisions d'espèce.....	114
2.3. Les décisions implicites et les décisions explicites.....	116
2.4. Les actes créateurs de droits et les actes non créateurs de droits	118
3. Le pouvoir réglementaire	120
3.1. Le domaine réglementaire.....	120
3.2. Les titulaires du pouvoir réglementaire	122
3.3. Les actes réglementaires spécifiques	124
3.3.1. Les ordonnances de l'article 38 de la Constitution	124
3.3.2. Les autres actes réglementaires spécifiques.....	126
Section 2 : Le régime de l'acte administratif unilatéral	128
1. L'élaboration de l'acte administratif.....	128
1.1. Les règles de compétence	128
1.1.1. Les règles générales de compétence.....	128
1.1.2. L'aménagement des règles de compétence.....	130
1.2. Les règles de procédure.....	132
1.2.1. Le respect des délais.....	132
1.2.2. La procédure consultative.....	134
1.2.3. La procédure contradictoire	136
1.3. Les règles de forme.....	138
2. L'entrée en vigueur de l'acte administratif	140
2.1. L'opposabilité de l'acte	140
2.2. La validité de l'acte	142
2.3. Les effets dans le temps d'un acte	144
3. La sortie de vigueur de l'acte administratif	146
3.1. L'abrogation des actes administratifs	146
3.1.1. L'abrogation des actes réglementaires.....	146
3.1.2. L'abrogation des actes individuels	148
3.2. Le retrait des actes administratifs	150
4. L'exécution de l'acte administratif	152
4.1. Les sanctions de l'irrespect d'un acte administratif	152
4.2. L'exécution forcée d'un acte administratif	154
CHAPITRE 4 LES CONTRATS ADMINISTRATIFS	157
Section 1 : La notion de contrat administratif.....	158

1. Les critères de définition du contrat administratif.....	158
1.1. <i>Les contrats entre deux personnes publiques</i>	160
1.2. <i>Les contrats entre une personne publique et une personne privée</i>	160
1.2.1. La présence d'une clause administrative.....	162
1.2.2. La participation à l'exécution du service public.....	164
1.2.3. La soumission à un régime administratif	166
1.3. <i>Les contrats entre deux personnes privées</i>	166
2. La typologie des contrats administratifs.....	168
2.1. <i>Les contrats de concession</i>	168
2.2. <i>Les marchés publics</i>	170
Section 2 : Le régime du contrat administratif.....	172
1. La formation du contrat.....	172
1.1. <i>La compétence pour contracter</i>	172
1.2. <i>Les procédures de choix du cocontractant</i>	174
1.2.1. Les procédures applicables aux marchés publics	174
1.2.1.1. La détermination de la procédure de choix de l'opérateur économique	174
1.2.1.2. Déroulement des procédures de choix de l'opérateur économique	176
1.2.2. Les procédures applicables aux contrats de concession	178
1.3. <i>Le contenu du contrat</i>	180
2. L'exécution des contrats administratifs.....	182
2.1. <i>Les pouvoirs de l'administration</i>	182
2.2. <i>Les obligations de l'administration</i>	184
3. Le contentieux des contrats administratifs.....	186
3.1. <i>Les référés relatifs au contrat</i>	186
3.2. <i>Le contentieux de pleine juridiction</i>	188
3.3. <i>Le contentieux pour excès de pouvoir</i>	190
CHAPITRE 5 LE PRINCIPE DE JURIDICITÉ.....	193
Section 1 : Le contenu du principe de juridicité.....	194
1. Les normes constitutionnelles	194
1.1. <i>Les normes constitutionnelles textuelles</i>	194
1.2. <i>Les normes constitutionnelles jurisprudentielles</i>	196
2. Les normes internationales.....	198
2.1. <i>La place des sources internationales dans la hiérarchie des normes</i>	198
2.1.1. Les traités sont inférieurs à la constitution dans l'ordre juridique interne	198
2.1.2. Les traités sont supérieurs aux lois	198
2.1.3. Les normes internationales non écrites sont supérieures aux actes administratifs.....	200
2.2. <i>La place du droit de l'Union européenne</i>	200
2.2.1. Le droit primaire de l'Union européenne.....	200
2.2.2. Le droit dérivé de l'Union européenne.....	202
2.2.3. Les principes généraux du droit de l'Union européenne	204
3. Les normes législatives	206
4. Les normes issues de la jurisprudence administrative	208
4.1. <i>Les décisions du juge administratif</i>	208
4.2. <i>Les principes généraux du droit</i>	208

4.2.1. La notion de principe général du droit	208
4.2.2. La valeur des principes généraux du droit.....	210
5. Les normes administratives	210
Section 2 : La portée du principe de juridicité	212
1. Les obligations issues du principe de juridicité	212
1.1. <i>L'obligation d'exécuter les normes supérieures</i>	212
1.2. <i>L'obligation de faire cesser une irrégularité</i>	212
2. Les limites opposées au principe de juridicité.....	214
2.1. <i>Les actes de gouvernement</i>	214
2.2. <i>Les régimes d'exception</i>	216
2.2.1. L'état de siège	216
2.2.2. L'état d'urgence	218
2.2.2.1. La déclaration et la prorogation de l'état d'urgence	218
2.2.2.2. Les mesures adoptables pendant l'état d'urgence	220
2.2.2.3. Le contrôle des mesures adoptées pendant l'état d'urgence	222
2.2.3. Le régime de l'article 16 de la Constitution.....	224
2.3. <i>La théorie des circonstances exceptionnelles</i>	226
CHAPITRE 6 LE CONTRÔLE JURIDICTIONNEL DES ACTES ADMINISTRATIFS.....	229
Section 1 : Les juridictions administratives	230
1. L'ordre juridictionnel administratif	230
1.1. <i>Les Tribunaux administratifs</i>	232
1.1.1. L'organisation des Tribunaux administratifs	232
1.1.2. La compétence des Tribunaux administratifs	232
1.2. <i>Les Cours administratives d'appel</i>	234
1.2.1. L'organisation des Cours administratives d'appel	234
1.2.2. La compétence des Cours administratives d'appel	234
1.3. <i>Le Conseil d'État</i>	236
1.3.1. L'organisation du Conseil d'État.....	236
1.3.2. La compétence du Conseil d'État.....	238
1.4. <i>Les juridictions administratives spéciales</i>	240
2. La compétence des juridictions administratives.....	242
2.1. <i>La répartition des compétences entre les ordres juridictionnels</i>	242
2.1.1. Les critères jurisprudentiels de répartition	242
2.1.1.1. Les règles générales	242
2.1.1.2. Les cas particuliers	244
2.1.2. L'attribution des compétences par le législateur.....	246
2.2. <i>La préservation de la répartition des compétences</i>	248
2.2.1. Le règlement des litiges de compétence par le Tribunal des conflits	248
2.2.1.1. L'organisation du Tribunal des conflits	248
2.2.1.2. Les compétences du Tribunal des conflits	250
2.2.2. Le recours aux questions préjudiciales.....	252
Section 2 : Les recours contentieux.....	254
1. La typologie des recours.....	254
1.1. <i>Les recours administratifs</i>	254
1.2. <i>Les recours contentieux</i>	254
2. La recevabilité des recours.....	256

2.1. Les conditions de forme	256
2.2. Les conditions tenant à l'acte en cause	256
2.3. Les conditions de délai.....	258
2.4. Les conditions tenant au requérant.....	260
3. L'examen des recours	262
3.1. <i>L'instance</i>	262
3.2. <i>Les voies de recours</i>	264
4. Les procédures de référé.....	266
4.1. <i>Le référé suspension</i>	266
4.2. <i>Le référé liberté</i>	266
4.3. <i>Les autres référés</i>	268
5. Autorité, effet et exécution des décisions des juridictions administratives.....	270
Section 3 : Le contrôle de légalité	272
1. La légalité externe	272
1.1. <i>L'incompétence</i>	272
1.2. <i>Le vice de forme</i>	272
1.3. <i>Le vice de procédure</i>	274
2. La légalité interne	276
2.1. <i>Le détournement de pouvoir</i>	276
2.2. <i>L'irrégularité du contenu de l'acte</i>	276
2.3. <i>L'irrégularité des motifs de l'acte</i>	278
2.3.1. <i>L'irrégularité des motifs de droit</i>	278
2.3.2. <i>L'irrégularité des motifs de fait</i>	278
CHAPITRE 7 LA RESPONSABILITÉ ADMINISTRATIVE	281
Section 1 : Le fait générateur de responsabilité.....	282
1. La responsabilité pour faute	282
1.1. <i>La faute simple</i>	282
1.2. <i>La faute présumée</i>	284
1.3. <i>La faute lourde</i>	286
2. la responsabilité sans faute	288
2.1. <i>La responsabilité pour risque</i>	288
2.1.1. Les dommages accidentels de travaux publics causés à un tiers.....	288
2.1.2. Les dommages causés par des personnes ou des biens sous la garde de l'administration	288
2.1.3. Les dommages causés par des choses, activités ou situations dangereuses	290
2.1.4. Les dommages subis par les collaborateurs occasionnels.....	290
2.2. <i>La responsabilité pour rupture de l'égalité devant les charges publiques</i>	292
2.2.1. Les dommages permanents de travaux publics	292
2.2.2. Les dommages causés par les actes administratifs réguliers	292
2.2.3. Les dommages causés par les lois et les conventions internationales	294
2.3. <i>Les régimes législatifs de responsabilité sans faute et d'indemnisation</i>	296
Section 2 : La réparation du préjudice	298
1. Le préjudice réparable	298
1.1. <i>Les caractéristiques du préjudice réparable</i>	298
1.1.1. Le caractère direct et certain du préjudice.....	298

Table des matières - 325

1.1.2. Le caractère personnel du préjudice	300
1.2. <i>La typologie des préjudices réparables</i>	300
2. Le lien de causalité	302
2.1. <i>L'établissement du lien de causalité</i>	302
2.2. <i>L'exonération de l'administration en cas d'intervention d'autres causes</i>	302
3. La personne responsable	304
3.1. <i>La distinction entre faute de service et faute personnelle</i>	304
3.2. <i>Les cumuls des responsabilités</i>	304
3.3. <i>Les actions récursoires</i>	304
Indications bibliographiques	307
Index.....	309
Table des décisions juridictionnelles.....	313
Table des matières.....	319